

Résumé

En heurtant de plein fouet le secteur du tourisme, la crise liée au COVID-19 a mis au jour son rôle de vecteur de prospérité économique, d'emplois, de revenus et de bien-être. Alors que le secteur commençait à se redresser, les retombées économiques et sociales de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine assombrissent de nouveau les perspectives de reprise. Si les acteurs du tourisme tentent de relever ces défis dans un climat d'incertitude, les pouvoirs publics doivent, eux, mener une action soutenue, porteuse de transformations, pour mettre le secteur sur la voie d'un avenir plus résilient, plus durable et plus inclusif.

Tendances du tourisme en période de crise et de reprise

Le secteur du tourisme demeure sérieusement ébranlé par l'ampleur et la durée inédites du choc provoqué par la pandémie du COVID-19. Les restrictions à la circulation des personnes ont touché le cœur même de l'économie touristique, avec, à la clé, de lourdes conséquences économiques et sociales pour les travailleurs et les entreprises du secteur, les destinations, et l'ensemble de l'écosystème touristique. Alors que le tourisme international était quasiment au point mort partout dans le monde au plus fort de la pandémie, et que le tourisme interne était soumis à de fortes restrictions dans de nombreux pays, la contribution directe du secteur au PIB a reculé de 1.9 point de pourcentage (à 2.8 %) et la part des exportations de services a perdu 10.6 points de pourcentage en moyenne (à 9.9 %) dans les pays de l'OCDE.

Le tourisme a connu un fort rebond en 2022 sous l'effet du rattrapage de la demande et de la levée des restrictions de déplacement. Mais le ralentissement économique et l'instabilité géopolitique provoqués par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine font naître de nouvelles incertitudes qui viennent se greffer sur cette reprise déjà fragile et inégale selon les pays. Si le tourisme interne, qui a sauvé de nombreux emplois et entreprises pendant la pandémie, devrait renouer dès 2023 avec ses niveaux antérieurs, la reprise pleine et entière du tourisme international ne devrait pas se concrétiser avant 2025 au plus tôt.

Les entreprises du tourisme, qui peinent déjà à sortir de la crise pandémique, doivent désormais faire face à la hausse des coûts de l'énergie, des produits alimentaires et autres ressources, ainsi qu'aux pénuries de main-d'œuvre et au déficit de compétences. À cela s'ajoute la hausse du coût de la vie qui pèse sur le budget des ménages, sachant que les dépenses discrétionnaires comme le tourisme comptent parmi les premiers postes d'économie. À l'heure où les pouvoirs publics et les entreprises cherchent les moyens de relever ces nouveaux défis, le risque est réel de voir se gripper la dynamique en faveur d'un tourisme plus résilient, plus durable et plus inclusif.

Transformer le tourisme dans la perspective d'un avenir plus solide et plus durable : les priorités de l'action publique

Le choc sans précédent qu'a connu le secteur du tourisme a poussé les pouvoirs publics, à tous les niveaux, ainsi que le secteur privé, à agir de manière coordonnée afin de favoriser une reprise durable et

résiliente et la pérenniser. En dépit de ses lourdes répercussions qui ont menacé la survie de bon nombre d'entreprises, le choc a produit quelques effets positifs. En effet, il a provoqué aux plus hauts niveaux une prise de conscience de l'importance du tourisme sur le plan économique et social, qui a incité les pouvoirs publics à prendre des mesures aussi inédites les unes que les autres afin d'aider les entreprises, les travailleurs du secteur et les visiteurs, avec, à l'appui, de nouvelles collaborations entre secteurs public et privé. De son côté, la pandémie a accéléré la dynamique en faveur d'un tourisme plus durable et plus résilient. Forts de ces expériences, les décideurs publics ont désormais la capacité de s'attaquer aux défis qui se posent aujourd'hui et se poseront demain au secteur du tourisme.

Le rétablissement d'une mobilité sûre et de la confiance des consommateurs demeure une priorité, de même que le soutien aux entreprises et destinations touristiques fragiles, confrontées aux pénuries de main d'œuvre et de compétences, ou encore les investissements nécessaires pour diversifier l'offre touristique. Il est également essentiel de ne pas laisser passer les occasions de s'atteler aux priorités à long terme, de repenser le système touristique et de le préparer à faire face aux chocs futurs tout en évoluant vers des modèles plus solides, plus justes et plus durables de développement touristique.

Pour ce faire, il faut à la fois tirer les enseignements du passé et regarder vers l'avenir. Pour bâtir un avenir meilleur pour le secteur, il faut corriger les faiblesses structurelles qui l'ont entravé par le passé, ne serait-ce que pour éviter de retomber dans les travers d'un développement touristique déséquilibré et garantir les emplois, le bien-être et les autres avantages qu'apportent les flux touristiques aux collectivités locales. À terme, il faudra accélérer la transition verte de la reprise et l'action climatique, et prendre les mesures d'atténuation et d'adaptation nécessaires, y compris en matière de financement et d'investissement, pour que le tourisme puisse jouer son rôle. Dans le même temps, il faudra faire en sorte que le secteur puisse tirer pleinement parti des possibilités offertes par la transition numérique (domaine dans lequel de nombreuses entreprises et destinations touristiques sont encore à la traîne malgré un recours accru au numérique pendant la pandémie), notamment en ce qui concerne l'accès aux compétences et aux infrastructures.

Principaux messages à l'intention des décideurs publics

Promouvoir des politiques globales, agiles, tournées vers l'avenir, propres à bâtir un avenir meilleur pour le tourisme

- Promouvoir des stratégies ouvertes sur l'avenir visant à stimuler la reprise, accélérer la transition verte et la transition numérique, et renforcer les capacités des administrations afin d'aider le secteur à s'organiser, réagir et s'adapter face aux chocs futurs.
- Mettre à profit les approches innovantes pour concevoir et mettre en place, en coopération avec le secteur privé et la société civile, des mesures adaptées dans le contexte du COVID-19, permettant de procéder à la transformation structurelle nécessaire pour rendre le secteur plus solide et plus durable, et aborder les futurs enjeux de la politique touristique.

Renforcer la résilience de l'écosystème du tourisme

- Favoriser l'instauration de conditions d'activité permettant aux PME du tourisme de réussir et de se renforcer, en améliorant l'accès au financement, en développant les compétences et les capacités, et en faisant progresser les pratiques vertes et numériques.
- Encourager la collaboration entre acteurs de l'écosystème touristique, afin de savoir réagir et s'adapter aux événements, de mettre en commun les informations et les données l'expérience, et de mieux cerner les risques qui se posent et les chances à saisir.

- Soutenir des destinations durables et variées à l'aide de plans de gestion des destinations souples, conçus sur mesure et dotés de ressources suffisantes, de dispositifs de suivi efficaces et de la participation des acteurs concernés.
- Produire des données robustes et comparables et mettre au point des outils afin de mesurer et d'observer de près la capacité de résilience du tourisme, de combler les lacunes dans les données, et d'apporter des éléments d'information qui permettront de réagir rapidement et de prendre des décisions efficaces lors des crises futures.

Promouvoir une reprise verte du tourisme

- Élaborer des stratégies globales de longue durée proposant une vision durable du tourisme, des objectifs et des ambitions, et assorties de plans d'action et de dispositifs permettant de mobiliser des ressources et d'assurer la coordination à l'échelle de l'administration.
- Mettre en œuvre une panoplie de mesures fondées sur des données factuelles privilégiant les interventions à fort impact tout au long de la chaîne de valeur touristique, afin de mieux faire connaître, réglementer et encourager les pratiques vertes et l'investissement.
- Promouvoir une « culture carbone » et renforcer la capacité des acteurs du tourisme à élaborer des solutions innovantes, offrir des solutions de voyages durables, et aider les entreprises à réduire leur impact environnemental.
- Tirer parti de l'intervention des pouvoirs publics dans la promotion de la transition verte pour mettre en place des infrastructures touristiques ayant fait l'objet de marchés publics ou financées par des fonds publics qui contribueront à un développement touristique résilient à l'environnement et au climat.



Extrait de :

OECD Tourism Trends and Policies 2022

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/a8dd3019-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Résumé », dans *OECD Tourism Trends and Policies 2022*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b0dbbbd1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.